

Communiqué de presse FSU-SNUipp Loire / rentrée 2026

(28 août 2026)

Cette rentrée se fait sous le signe de l'austérité et de la désorganisation, une mauvaise nouvelle pour nos élèves et pour les personnels de l'Éducation nationale. La France accuse un retard de 8 % par rapport à la dépense moyenne par élève dans l'Union européenne, et de 11 % par rapport aux pays de l'OCDE. Au plan national, pour cette rentrée 2026, 1 891 postes de professeurs des écoles sont supprimés et 3 742 classes fermées. C'est une véritable saignée dans l'éducation nationale. Alors que la baisse démographique est une occasion historique : celle de réduire les effectifs par classe pour enfin hisser la France à la hauteur des comparaisons internationales, reconstituer les RASED et les brigades de remplacement, augmenter les salaires, former les personnels et ainsi, offrir de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les personnels.

Cette politique pèse évidemment sur les moyens du département avec la suppression de 20 postes et 41 classes fermées. Pour une vingtaine d'écoles, la situation reste incertaine, et un comptage sera effectué à la rentrée. Le dernier rempart face à cette politique reste la mobilisation : la FSU-SNUipp a arrachée 6 postes pour les écoles orphelines de la Loire. Plusieurs écoles dont Fournas-Garat à Saint-Chamond, Alice Escoffier à Rive de Gier, Le Mayolet à Roanne, Les Cordes à Firminy et Centre 2 à Saint-Etienne voient leur sort d'améliorer avec un moyen supplémentaire. Cela n'est évidemment pas suffisant mais constitue une première étape pour faire reconnaître les besoins de ces territoires.

Comme l'année dernière, nous déplorons le manque de remplaçants. Alors que notre enquête annuelle avait révélé des chiffres inimaginables il y a encore quelques années (jusqu'à plus de 100 classes non remplacées en simultané), aucun poste de remplaçant ne sera créé pour cette rentrée. Parfois, des élèves ont dû attendre plusieurs semaines avant de voir un remplaçant·e (y compris en CP).

Le manque de moyens impacte particulièrement les élèves les plus fragiles, notamment ceux en situation de handicap. Dans la Loire, 71 élèves sont en attente d'une place en ULIS école. Face au manque de dispositifs ULIS, l'IA-DASEN a décidé de maintenir le nombre d'élèves à 13 dans 21 ULIS (au lieu des 12 prévus légalement). Pour la FSU-SNUipp42, au regard de la situation, qu'il faudrait créer 30 dispositifs alors que le département n'en implante que 2.

La création de 19 Pôles d'appui à la scolarité (PAS) dans la Loire est présentée comme une réponse aux difficultés de l'école inclusive. Ces dispositifs ne s'accompagnent pourtant d'aucun moyen à la hauteur des besoins. Pour la FSU-SNUipp, les PAS ne créent ni enseignants spécialisés supplémentaires, ni AESH en nombre suffisant, ni places en établissements médico-sociaux : ils réorganisent la pénurie et se font à moyen constant, c'est-à-dire en fermant des classes ailleurs. Alors que les équipes demandent des réponses rapides au plus près des écoles, ces pôles risquent surtout d'ajouter un échelon administratif supplémentaire et d'éloigner les décisions du terrain. Dans un département où les besoins sont immenses, l'urgence reste de renforcer les moyens humains, pas de rebaptiser des dispositifs sans résoudre le manque de personnels.

Cette rentrée est aussi placée sous le signe de la désorganisation. Depuis des mois, les services de la DSDEN de la Loire fonctionnent dans des conditions dégradées : affectations communiquées au dernier moment, situations incompréhensibles pour les personnels, classes qui restent encore aujourd'hui sans enseignant·e à

quelques jours de la rentrée. À cette impréparation s'ajoute la crise provoquée par le piratage informatique subi par l'Éducation nationale cet été. Certains outils indispensables à la préparation de la rentrée ont été rendus inaccessibles ou fortement perturbés. Cette accumulation de dysfonctionnements n'est pas une fatalité : elle est le résultat d'une administration fragilisée par des années de suppressions de moyens, dont les personnels, les écoles et les familles paient aujourd'hui le prix.

Contact : Léa Pierret, co-secrétaire départementale 07.82.98.07.42